

Et si le Brexit était une chance pour l'Europe ?

Jurek Kuczkiewicz,
Chef du service Monde
au « Soir », spécialiste
des questions européennes.

Depuis le référendum où les Britanniques se sont prononcés pour leur sortie de l'Union européenne, les dirigeants des autres Etats européens ainsi que les élites politiques, économiques et sociales n'ont pas dérogé à une double attitude, forcément contradictoire. D'une part, une résignation respectueuse mais trempée de regrets devant le choix souverain et démocratique du Royaume-Uni. D'autre part, un secret espoir, rarement mais alors très pudiquement manifesté, que les Britanniques reviendront de leur coup de folie pour finir par rester dans l'Union.

En ce moment, au vu de ce qui se passe outre-Manche dans le débat sur le Brexit mais aussi des phénomènes à l'œuvre dans les opinions publiques de l'Europe continentale, il faut conjurer cet espoir romantique de voir le Royaume-Uni rester parmi les 28. Pour leur bien, et pour le nôtre.

Côté britannique, ce n'est que maintenant que les citoyens – et probablement une part significative de petits entrepreneurs – commencent à comprendre les implications réelles du Brexit. Les « Brexiters » avaient réussi à convaincre une majorité de leurs concitoyens de deux choses. Primo, qu'il leur serait facile de se libérer de toutes les contraintes liées à l'appartenance à l'Union afin de commercer plus librement avec le reste du monde. Secundo, que les Européens, une fois convaincus que leur départ était

inéluçtable, feraient tout pour maintenir intacts les échanges économiques avec leur ancien partenaire. Autrement dit : le meilleur des deux mondes était assuré, il suffisait de le vouloir.

Ce n'est qu'aujourd'hui, alors que les Britanniques apprennent que d'ici moins de trois mois leurs marchandises ne passeront peut-être plus, que leurs stocks de

médicaments seront insuffisants, et que leurs avions ne seront assurés de voler vers ou au-dessus de l'UE que pendant un an, qu'ils commencent à comprendre les implications du Brexit que leur avaient vendu des baratineurs. Et ce n'est que maintenant qu'ils commencent à comprendre que s'ils optent en fin de compte – dans deux ou quatre ans – pour un commerce sans heurts avec l'UE, ils conserveront des contraintes et des obligations qui vont de pair avec le bénéfice qu'ils en garderont.

Ce processus pédagogique – qui aurait dû se produire avant le référendum et non après – n'en est pourtant encore qu'à ses débuts. Et l'apparent début de retournement de l'opinion contre le Brexit ne doit pas faire illusion : la fracture de la société britannique au sujet de sa relation à l'Europe reste entière et non résolue. Voilà pourquoi une marche arrière sur la route du Brexit n'est pas souhaitable pour le Royaume-Uni, même si elle l'est économiquement. Elle ne résoudrait aucunement le conflit interne de cette société sur sa place entre l'Europe et le

reste du monde, qui ne ferait que se perpétuer à l'intérieur de l'UE comme il s'était perpétué pendant les quatre dernières décennies. Que le bruit et la fureur qui agitent ce pays au sujet du Brexit prennent un sens et débouchent enfin, après le temps qu'il faudra, sur une concorde nationale. Mais qu'on n'aille pas maintenant stopper ce processus au milieu du gué.

Ce n'est qu'aujourd'hui que les Britanniques commencent à comprendre les implications réelles du Brexit

Du point de vue de l'Union européenne également, pour laquelle la sortie de l'un de ses plus grands Etats membres constitue un coup dur, il faut cesser de penser qu'un « Brexitus interruptus » serait une bonne chose. Pour trois raisons.

La première : voudrait-on vraiment retrouver, comme à l'ancienne, à la table des 28 cet Etat éternellement tiraillé, tantôt vindicatif tantôt frustré, un pied dedans un pied dehors, et dont la classe politique n'a jamais expliqué à son opinion qu'elle avait rejoint une union politique ? « Enough is enough », assez, c'est assez... : ce débat britannique s'est rapatrié en Grande-Bretagne, qu'il s'y achève.

La deuxième : l'idée d'un second référendum pour renverser le résultat du premier, si elle était le moins du monde

encouragée par l'UE, constituerait un signal catastrophique pour les opinions publiques continentales.

Si les Britanniques arrivent à la conclusion que le seul moyen de trancher leur conflit interne serait une nouvelle consultation populaire, c'est bien entendu leur affaire. Mais rien ne serait pire, en ces temps où les peuples européens doutent de leurs démocraties, que de paraître leur forcer la main en leur réservant des choix qu'ils auraient déjà tranchés.

La troisième raison est la plus substantielle. Puisque le refus d'Europe constitue aujourd'hui une tentation qui traverse le continent, ici de manière assumée par certaines forces politiques, là de manière beaucoup plus sournoise, pourquoi ne pas laisser tranquillement l'expérience se dérouler là où un peuple l'a souverainement choisie ?

Plutôt que de le regretter, il faudrait presque se réjouir qu'elle puisse avoir lieu. Soit elle s'avérera positive, et il sera salvateur d'en tirer tous les enseignements (même si un succès du Brexit ne signifierait pas du tout qu'une sortie d'un autre pays de l'UE le mènerait vers le même succès). Soit l'expérience s'avérera négative, et la démonstration en sera d'autant plus salvatrice pour toute l'Europe. Une fois pour toutes.

En somme, le Brexit est peut-être l'épreuve dont l'Europe, comme le Royaume-Uni, a le plus grand besoin. ■